

que c'est parce que je n'avais pas d'opposant à ma candidature. (On rit.) Que cela soit ou non, j'ai aujourd'hui le désir de faire selon les volontés de mes commettants, de même que si j'eusse consulté chaque électeur de ma division. J'ai promis sur les hustings, le jour de mon élection, qu'aussitôt que le projet serait publié, je l'étudierais soigneusement afin d'en juger selon mes capacités. Après que le document fut mis sur le bureau de la chambre, j'ai attendu qu'il fut entre les mains de l'imprimeur pour en faire tirer deux mille exemplaires que j'ai envoyés à mes électeurs, il y a environ quinze jours, accompagné d'une circulaire, leur demandant de me faire part des objections qu'ils pourraient avoir au projet, tout en m'indiquant quelle position ils voudraient que je prise à son égard. À une ou deux exceptions près, que je me borne à mentionner, cette circulaire est restée jusqu'ici sans réponse, et maintenant que j'ai donné à mes mandataires cette occasion si facile de se prononcer, je me considère parfaitement libre de suivre la conduite qui me paraît la plus avantageuse aux intérêts du pays. (Écoutez ! écoutez !) Au premier abord, il m'a paru que l'on voulait trop hâter la décision de la chambre, que l'on ferait bien de laisser l'autre chambre adopter la première les résolutions avant de nous prononcer définitivement ; mais depuis que j'ai entendu les habiles discours prononcés pour et contre l'amendement dont la chambre est saisie, j'ai en quelque sorte changé d'idée en me décidant à voter selon le jugement que je me suis fait, puisque mes commettants n'ont pas répondu à ma requête. Je parle ici comme un des représentants du Canada Central et particulièrement du pays de l'Outaouais. Le peuple de cette localité n'a presque une seule industrie, celle créée par le commerce de bois, et à l'égard de ce commerce, la promulgation du projet a donné lieu à quelques sentiments de crainte, sinon à une crainte véritable. À venir jusqu'à ces derniers moments, et pas plus tard qu'hier encore, j'étais dans les ténèbres quant à la portée du projet sous ce rapport ; mais j'ai maintenant l'assurance du gouvernement—et particulièrement d'un ou deux de ses membres—qu'il ne nuira pas à notre commerce, ainsi qu'on se l'était imaginé ; en un mot la clause relative à ce sujet m'a été si bien expliquée que je suis à l'heure qu'il est ou ne peut plus satisfait. (Écoutez ! écoutez !) Ma première impression était que

notre commerce n'était compté que pour très peu, bien qu'il occupe plusieurs milliers de bras, et que l'exportation des bois excède de deux millions de piastres celle des produits agricoles. Sachant que ce commerce avait droit à une protection proportionnée à son importance, nous avons naturellement éprouvé quelque crainte lorsqu'on a cru qu'il avait été oublié ; mais après l'assurance qui m'a été donnée par les hon. messieurs qui font partie du gouvernement et en qui j'ai la plus grande confiance, je suis maintenant prêt à donner mon adhésion à la mesure. Dans le cours de ces débats, on a dit beaucoup de choses sur cette question de la confédération des provinces ; quant à moi, je ne saurais en faire autant. Je répéterai ce que j'ai déjà dit : je suis en faveur de cette union. J'ajouterai même que le projet de la convention me paraît ne pas aller assez loin, car je pensais que dans cette confédération seraient compris la Colombie Anglaise et tout le territoire de l'ouest. L'hon. membre à côté de moi dit que cela viendra avec le temps, mais je crains bien que quelque influence venant de Downing Street ou d'ailleurs ne s'y oppose. (Cris de "Oh ! oh !") Je voudrais que le Pacifique fut la limite ouest de cette confédération comme l'Atlantique sera sa limite est, afin que notre pays s'étende d'un Océan à l'autre. (Écoutez ! écoutez !) Le sujet des chemins de fer est aussi venu dans ces débats. Des hon. messieurs ont parlé du coût de nos voies ferrées, du tort que nous a fait le Grand Tronc et des bénéfices que certains messieurs ont faits dans ces entreprises ; mais je me mettrais l'esprit à la torture que je ne parviendrais pas à comprendre la logique de leur augmentation. Il est bien vrai que le Grand Tronc a coûté beaucoup d'argent, mais comment nous trouverions-nous s'il fallait retourner au temps où nous n'avions pas de voies ferrées ? Que ferions-nous si le Grand Tronc nous était enlevé ? Je crois que nous ne pouvons nous en passer. Il est devenu une nécessité. Par lui, la propriété a augmenté de valeur, et bien que notre dette (de 15 ou 16 millions) soit considérable, elle n'est rien, cependant, puisque les provinces sont en mesure d'y subvenir. Tant que durera mon mandat, je serai toujours prêt à voter pour le chemin de fer intercolonial, comme ligne nécessaire pour faciliter nos communications sur les bords de la mer. Cette entreprise sera dispendieuse, on n'en saurait douter, mais il en résultera